

nullement contre cette expédition commandée et payée par le roi Alexandre et Pachitch, mais exprimèrent leur joie sans la dissimuler pour la victoire de l'agent de Belgrade. (Ce temps — là M. Tzankoff tenait à plaire à tout prix à Belgrade et prouver qu'il est un hôte digne d'être reçu par Pachitch.) Hier, Ahmed Zogou, secouru moralement et matériellement par Pachitch et la „Main Blanche“ est allé sauver l'Albanie du „danger bolchévique“; demain, peut — être, pour les besoins de sa cause, Belgrade confiera la même mission à des Ahmed Zogou bulgares. Pachitch a au moins le mérite d'être conséquent, mais M. Tzankoff chancelle dans l'éternelle incertitude, en poussant de temps en temps des cris désespérés pour du secours.

Condamnant simultanément les actions individuelles, la conspiration et les attaques de l'extérieur des „tchetnitsis“, nous voulons déclarer encore ce que M. Sakaroff n'a pas osé dire dans sa déclaration et que le peuple bulgare doit savoir:

1. La conspiration et les meurtres d'ennemis politiques et idéologiques ont été implantés comme système en Bulgarie, par l'organisation macédonienne de Todor Alexandroff, qui a aidé le plus M. Tzankoff à accomplir le coup d'Etat du 9 juin. Presque tous les meurtriers et leurs inspirateurs sont des membres ou des disciples de cette bande, qui développe son „action libératrice“ de la Macédoine dans les cafés, le bureau de la Sûreté publique à Sofia et les dépôts de tabac aux alentours de Névrokop, Pétritch et G. Djoumaia.

2. Dès les premiers jours de son règne le gouvernement „de l'ordre et de la légalité“ a exécuté sans jugement ses principaux adversaires de l'union agrarienne, auxquels on n'intente aucun procès.

3. S'étant oublié dans l'ivresse de sa victoire facile sur les agrariens, le gouvernement conspirateur de M. Tzankoff a pensé que le temps est venu pour „sauver“ le pays „du désastre communiste“, afin de pouvoir mériter de cette façon la reconnaissance de la bourgeoisie bulgare et de leurs alliés et complices les social-démocrates. Il a provoqué les événements de septembre 1923 qui ont coûté la vie à plus de 16.000 paysans et ouvriers bulgares.

4. Etant venu au pouvoir par la conspiration, ce gouvernement monstrueux a fondé, au su et au vu des représentants des grandes puissances, un appareil d'inquisition sans pareil qui, librement et de par sa propre volonté, ordonne et accomplit des condamnations à mort contre des adversaires politiques.

5. N'ayant aucun contact et aucun crédit moral dans les masses du peuple, le régime de M. Tzankoff, s'appuie exclusivement sur la Ligue militaire, les groupes macédoniens terroristes et toute une armée de détectives et de policiers. Jamais la Bulgarie n'a été inondée par tant de détectives; il n'y a jamais en tant d'emprisonnés politiques, qui pourrissent dans les prisons en attendant vainement pendant des années la révision de leur procès. Enfin, il n'y a jamais en tant de „traîtres“ et „de sauveurs de la patrie“, comme sous le régime de l'actuelle réaction sanglante.

Ce que nous venons d'exposer n'est qu'un tableau pâle et bien incomplet de la vraie situation en Bulgarie sous le régime du professeur Tzankoff. Néanmoins tout lecteur comprendra que les causes et l'unique responsabilité des assassinats politiques et des actions conspiratives doivent être recherchées uniquement chez ceux qui ont actuellement le pouvoir en Bulgarie. Cependant, les dispositions draconiennes introduites nouvellement dans la „loi pour la défense de la patrie“ ne les sauveront pas du naufrage.

La réaction en Bulgarie ne pourra se maintenir au pouvoir. Elle s'écroulera sous la pression de la lutte politique et économique des masses du monde travailleur bulgare, et le peuple se libérera définitivement de ses tyrans et ses exploitateurs.

La Rédaction

La tragédie de l'échange des populations

II.

Constantinople, Février 1925.

Les conséquences de l'échange des populations ne sont pas moins désastreuses pour la Grèce et la Bulgarie.

Suivant les informations de la presse hellénique, le flot des réfugiés d'Anatolie a créé en Grèce une situation des plus graves. Les immigrants ont rendu la vie des indigènes tellement insupportable que des rixes sanglantes éclatent entre eux continuellement.

Pour en donner une idée, nous empruntons à „l'Indépendant“ de Salonique le récit suivant:

„Une dépêche de Serrès annonce qu'une rencontre sanglante s'est produite au village de Kioup-Keuy entre réfugiés grecs et indigènes macédoniens dans les circonstances suivantes:

Des paysans indigènes macédoniens se sont rendus hier dans un secteur réquisitionné de leur village, pour y labourer la terre. Des réfugiés grecs les en ont expulsés, après les avoir maltraités. Les paysans appelèrent leurs voisins au secours. Ceux-ci s'armèrent de revolvers, couteaux et matraques et attaquèrent les réfugiés. Une rencontre s'ensuivit; 13 réfugiés ont été blessés grièvement. D'autres réfugiés ont été blessés légèrement.

Les réfugiés se sauvèrent dans la direction de Rodolivos, emportant leurs blessés avec eux. Les indigènes restés maîtres du terrain se tournèrent alors contre le quartier des réfugiés. Ils y détruisirent 7 maisonnettes, endommagèrent sérieusement 25 autres et incendièrent trois granges.

D'autre part, les autorités grecques pour faire place aux réfugiés d'Asie-Mineure cherchent par tous les moyens à chasser de la Macédoine les habitants bulgares. Afin d'atteindre ce but elles ne reculent même pas devant des crimes affreux, tel l'incident de Tarlis où 19 bulgares furent massacrés, de propos délibéré, par les organes de l'autorité hellénique même, sous le commandement d'un officier, ancien chef de bande, appelé Doxakis. La responsabilité de cet officier barbare, établie par une enquête menée sur place par des représentants de la Société des Nations, lui a valu une condamnation de dix ans de prison.

Le scandale qu'a provoqué le massacre de Tarlis en Europe a obligé le délégué grec à la Société des Nations, M. Politis, de signer une convention avec l'Institution de Genève relative à la protection des minorités bulgares en Grèce. La Bulgarie de son côté, s'engage envers la Société des Nations, par une convention identique, à respecter les droits des minorités grecques habitant sur son territoire.

Le Sobranié bulgare a ratifié la convention en question. Quant à la Grèce, il s'y passa une chose étrange. La presse nationaliste grecque partit en guerre contre cette convention, en arguant que sa reconnaissance et sa ratification signifieraient celles de l'existence de Bulgares en Macédoine grecque et que, dans l'avenir, cela donnerait des prétextes au gouvernement bulgare d'intervenir dans les affaires intérieures de la Grèce et même de faire valoir des revendications territoriales. Tout le Parlement grec emboîta le pas à la presse, et le cabinet d'Athènes déclara, sans rougir, que la convention relative à la protection des minorités bulgares, signée à Genève par son représentant officiel, avec la connaissance et l'approbation du cabinet Sofoulis était nulle et non avenue!

Cela voulait dire que les dirigeants d'Athènes, avec le Parlement en tête, ne reconnaissent pas l'existence de Bulgares en Macédoine grecque, ou s'ils reconnaissent ce fait, ils avouaient ouvertement que ces malheureux n'étaient pour eux que des parias, sans aucun droit à la vie!

Voilà pourquoi les incidents de Tarlis se succèdent, sans que la Société des Nations bronche.

C'est ainsi que les habitants bulgares des villages de Bouline et de Livadichté, de la région de Drama, ont été, tout dernièrement, l'objet de violences sanglantes de la part des réguliers et des irréguliers grecs.

Il est naturel que devant cette méthode d'extermination systématique, les autochtones de la Macédoine subjuguée par les satrapes grecs fuient leurs foyers et viennent chercher refuge en Bulgarie.

Leur situation, d'après le témoignage des notabilités étrangères qui les ont visités, est simplement effroyable.

Le célèbre professeur allemand, Dr. Nocht, chargé par la section hygiénique de la Société des Nations de faire, avec dix autres médecins, une enquête dans les régions de Salonique, Vardar, Serrès, Drama, Gumuldjina, a, suivant la presse de Sofia, déclaré ce qui suit:

„Ce que les traités de paix ont créé après les guerres est une chose inouïe par sa cruauté. Notre enquête a constaté quelque chose de pire que ce qui arrivait pendant la guerre. Nous avons vu de nombreux groupes de réfugiés de Grèce, des Turcs et des Bulgares, dans la misère la plus horrible, la plus affreuse, en proie aux diverses maladies et menacés d'une mort tragique certaine.

Les guerres nous ont apporté, à nous Allemands, de grands maux, de terribles malheurs. Toutefois, chez nous chacun reste dans sa maison. Votre situation à vous, Bulgares, avec les réfugiés et les émigrés venus de Dobroudja, de Tzaribrod, de Macédoine et de Thrace, est pire que celle de tous les autres états vaincus. Par l'émigration et le déplacement des masses populaires votre race est punie plus cruellement que tous les autres états vaincus.

Il faut ajouter à cela les paroles que M. Vandervelde qui, d'un cœur léger, a approuvé et ratifié le traité de Versailles, source de tous les maux, — a prononcées après sa visite aux camps des réfugiés en Bulgarie:

„Quand nous avons vu la misère des réfugiés en Bulgarie, il nous a semblé être dans un des cercles de l'Enfer de Dante.

C'est un véritable scandale européen qu'on ne peut plus supporter."

Afin que le tableau soit plus complet, nous citons quelques passages d'un appel que la Ligue bulgare pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen a adressé récemment à la Fédération Internationale des mêmes Ligues, pour attirer son attention sur la situation des réfugiés bulgares:

"... L'afflux des réfugiés en Bulgarie est la conséquence directe de ce que la Yougoslavie, la Grèce, la Roumanie n'ont pas appliqué les clauses des traités de Paris relatives aux droits des minorités. Par ce fait même, sont restés jusqu'à ce jour en Bulgarie des centaines des milliers de réfugiés qui y avaient cherché asile, après les guerres balkaniques et mondiale, de même que les réfugiés qui étaient venus chez nous après les insurrections de Macédoine et de Thrace en 1903... Dernièrement les masses des réfugiés bulgares venant des états voisins, surtout de la Grèce, ont rendu et rendent la situation intenable en Bulgarie. Leur afflux incessant prend déjà les proportions d'un cataclysme. Ainsi qu'on peut le voir par les listes ci-jointes, chaque jour des dizaines et même des centaines de réfugiés viennent chez nous. Rien ne les arrête, pas même le rude hiver. Ils arrivent défaillants, affamés, déguenillés, malades, transis et tremblants de froid. Ils viennent traînant leur misère et leur désespoir. Quelques-uns d'entre eux n'atteignent même pas la frontière, surtout ceux qui fuient à pied à travers forêts et montagnes. Il arrive rarement un train venant de Thrace dont on ne retire pas un cadavre d'enfant, de femme ou d'homme mort en route... Sur 1000 réfugiés, il en meurt 160, tandis que la mortalité générale n'est que de 20 à 25 pour 1000."

Voilà le résultat de la politique des gouvernements nationalistes des Balkans. C'est l'extermination lente, mais systématique des masses laborieuses de la Péninsule. Incapables de remédier à la misère qui hurle, au mécontentement qui gronde chez eux, les dirigeants balkaniques, afin de se disculper crient au péril bolcheviste et se concertent pour lutter contre "le danger commun".

Mais leur jeu est tellement grossier que personne n'y croira.

Le véritable danger, et pour les masses travailleuses et pour la paix des Balkans et du monde, ce sont eux, leur politique de haine aveugle, leur incapacité totale de comprendre les nécessités de notre époque et de marcher avec elles.

R. Haydar

Un gouvernement massacreur de ses concitoyens

Tous les jours des nouvelles de plus en plus tragiques nous parviennent du royaume des dictateurs bulgares. Des citoyens sont tués journellement dans la capitale et en province par le autorités, ou avec leur complicité. Après le meurtre du député communiste T. Strachimiroff, dont les assassins ne sont pas encore arrêtés, la nouvelle du meurtre d'un autre défenseur du peuple travailleur, le député Har. Stoianoff, vient de nous parvenir. Cette fois-ci l'assassin a été arrêté avec le concours des citoyens. L'agence télégraphique gouvernementale s'empresse de l'annoncer au monde, en donnant le nom de l'attentateur, qui s'appelle Razvigoroff, originaire de la Macédoine.

Cette nouvelle du gouvernement nous éclaire aussi sur le meurtre du député Strachimiroff; elle nous fait dévoiler le rôle du gouvernement Tzankoff dans l'assassinat de ses adversaires.

Qui est Razvigoroff?

Un des collaborateurs les plus dévoués de Protoguéroff et Iv. Mikhailoff, que le congrès de l'organisation macédonienne a élu à l'unanimité comme successeur du chef tué (T. Alexandroff) de l'organisation, (correspondance spéciale du "Matin" parisien). Razvigoroff, meurtrier de H. Stoianoff, cela signifie que l'assassinat du député communiste est l'acte de l'organisation macédonienne verhoriste.

Le gouvernement Tzankoff, en ne donnant pas la possibilité au meurtrier de "s'enfuir" de la prison, a voulu rejeter toute responsabilité dans cet attentat. Cela aussi est explicable. M. Kalkoff est actuellement à Genève; il participe aux séances de la Société des Nations. Il sent le besoin de montrer à l'impérialisme européen que son gouvernement est non seulement maître de la situation, mais que son impartialité est telle, qu'il arrête les criminels quels qu'ils soient. C'est sans doute ce sentiment aussi qui a guidé le ministre de la justice, lorsqu'à propos de l'assassinat du député Stoianoff, il a stigmatisé les auteurs des meurtres politiques, sans égard pour les opinions qu'ils partagent.

Mais la question n'est pas là. L'arrestation du meurtrier de Stoianoff — on sait qu'il a été arrêté par hasard — prouve-t-il que

le gouvernement Tzankoff n'est pas l'organisateur ou au moins le complice dans ce meurtre? Nous nous efforcerons de montrer qu'il est directement responsable du meurtre de Stoianoff et de Strachimiroff.

Le meurtre des deux députés communistes a un caractère politique, et personne ne le conteste.

Des macédoniens du camp d'Iv. Mikhailoff et du général Protoguéroff sont les meurtriers de Stoianoff et de Strachimiroff. Les Razvigoroff ont participé dans un bon nombre d'"actions" semblables, en qualité d'exécuteurs des décisions du comité terroriste de l'organisation verhoriste macédonienne, qui travaille en plein accord avec le gouvernement Tzankoff.

Quelle est l'attitude du gouvernement envers ces meurtres, c'est-à-dire envers les attentats exécutés par l'organisation verhoriste macédonienne?

Si le gouvernement avait les mains propres et s'il n'était pas mêlé dans ces meurtres, il pourrait facilement couper les racines de cette bande criminelle d'assassins dont le centre est à Sofia. Il connaît les dirigeants de la bande: la plupart sont des fonctionnaires gouvernementaux. Il peut les arrêter et les punir d'une façon exemplaire. Nous l'avons démontré à maintes reprises, dans les colonnes de la "F. B."

Cependant le gouvernement n'arrête pas ces assassins; au contraire, il les protège en sous-main et il est fier de leurs actes. M. Kalkoff déclare au correspondant du journal serbe "Politika" du 2. mars 1925: "En septembre 1924, Moscou organisa les partisans du front-unique pour provoquer des soulèvements en Bulgarie et rallumer l'étincelle de la révolution dans tous les états balkaniques. Les autorités bulgares ont réussi à déjouer le plan bolcheviste, et ainsi non seulement à sauver la Bulgarie, mais de plus, à s'ériger en défenseurs de l'ordre et de la paix dans tous les pays balkaniques."

Le ministre des affaires étrangères du gouvernement Tzankoff, reconnaît donc, que le gouvernement bulgare a massacré les révolutionnaires et hommes politiques macédoniens au mois de septembre de l'année passée à Sofia, Philippopoli, G. Djoumaïa et dans tout le département de Pétritch (Macédoine sous le pouvoir bulgare).

De son côté, l'organisation macédonienne verhoriste du gén. Protoguéroff et Iv. Mikhailoff déclare ouvertement, soit par l'intermédiaire des journaux de Tzankoff à Sofia, soit dans la brochure publiée dans la capitale bulgare, "le Complot contre T. Alexandroff" — ce livre se vend et est répandu librement dans les librairies de Sofia — où il est dit que le meurtre de D. H. Dimoff, de Tchond. Kantardjief, d'Aleko Vassileff et d'une certaine d'autres révolutionnaires est leur oeuvre. Cette bande pousse le cynisme jusqu'à s'enorgueillir de ses innombrables crimes.

Il n'y a pas l'ombre d'un doute que tous les meurtres ont été le résultat d'une collaboration étroite entre deux bandes de criminels, ayant pour chefs Protoguéroff et Tzankoff.

S'il fallait de nouvelles preuves, il nous suffirait de mentionner ces déclarations d'un membre en vue du cabinet Tzankoff.

Avec l'arrestation de l'assassin Razvigoroff on établit que le meurtre de Stoianoff, de même que celui de Strachimiroff sont les faits de la même bande Tzankoff-Protoguéroff, qui se partage le travail!

La bande de Protoguéroff se met en oeuvre lorsqu'il s'agit de décapiter un macédonien ou un citoyen bulgare qui s'élève dans la presse ou au Parlement contre la dictature fasciste, exercée sur le peuple travailleur bulgare, et contre leurs méfaits.

Tel est le cas du meurtre des deux députés communistes. Ces tribuns populaires interpellèrent le gouvernement il y a plus de deux mois sur les massacres de G. Djoumaïa du mois de septembre 1924.

L'organisation macédonienne verhoriste conseilla, en son temps, dans son journal "Svoboda ili Smrt" (La liberté ou la Mort), au ministre Rousseff, surnommé "le général sanglant" comment il fallait répondre aux interpellateurs.

Strachimiroff a reçu sa réponse: il a été tué, le 17 février 1925, dans une des rues principales de la capitale.

En qualité d'homme "correct", le ministre Rousseff devait une réponse aux différentes interpellations adressées au gouvernement, sur les meurtres politiques. Et il a répondu.

Le héros de Dobro Polé déclara au député communiste Tarachmanoff à l'Assemblée Nationale: "Nous ne nous arrêterons devant aucune mesure pour vous écraser la tête. Elle sera écrasée". (La Bulgarie du 23 février 1925).

Et, en effet, Rousseff a écrasé une des têtes du "danger communiste". Le ministre Rousseff a ordonné à ses serviles lieutenants Protoguéroff et Mikhailoff, d'exécuter son ordre.

Et les malfaiteurs obéirent à leur chef; ils tuèrent, le 6 mars, le député H. Stoianoff.

C'est sous ce régime sanglant que vit le peuple bulgare.

D. Vlahkoff